

OFFRE DE FORMATION

2024/2025

WWW.UMONTPELLIER.FR

DROIT ET SCIENCE POLITIQUE



UNIVERSITÉ DE
MONTPELLIER



LA FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCE POLITIQUE

Les origines de la Faculté de Droit de Montpellier remontent au XII^{ème} siècle, époque où Placentin enseignait le droit à Montpellier. L'Université, dont la création a été officialisée par la bulle pontificale Quia sapientia du 26 octobre 1289, compte parmi la première génération des Universités du Moyen Âge.

À cette époque, on ne recensait en Europe qu'une quinzaine d'universités. Les maîtres et les étudiants avaient alors l'habitude d'aller d'une université à une autre, donnant déjà une réalité à l'Europe de la culture et du droit.

À travers les siècles, « l'Université des lois » devenue « École de Droit » puis « Faculté de Droit » de Montpellier, est restée fidèle à sa vocation originaire. Elle a formé des générations de juristes provenant de tous les pays et issus de toutes les cultures.

La Faculté dispense également depuis quelques années une formation complète en Science politique (LMD). Cette filière est axée sur la compréhension du monde contemporain à travers l'acquisition de connaissances nécessaires à l'analyse de la politique entendue au sens large de gouvernement des sociétés.

LA LICENCE DROIT

Certification de niveau II (Bac+3) 6 Semestres - 180 crédits (ECTS)

Conditions d'accès en Licence 1 : Baccalauréat ou titre équivalent

Accessible en formation continue - Tél : 04 34 43 21 21

DESCRIPTION GÉNÉRALE

Formation universitaire en droit ayant pour objectif de fournir aux étudiants :

- > une solide formation de base en droit permettant d'entrer en première année de Master, présenter certains concours de la fonction publique ou de postuler pour des emplois relevant de ce niveau d'études.
- > une connaissance de la méthodologie juridique et de la recherche documentaire.

DÉBOUCHÉS

Le titulaire d'une Licence mention Droit peut exercer :

- > dans un cabinet de conseil juridique, d'avocat ou d'expertise comptable
- > dans le secteur banque-assurance
- > dans une étude notariale ou au sein d'un service juridique d'une entreprise ou d'une collectivité territoriale (collaborateur juridique, clerc de notaire, attaché d'administration, greffier... certains de ces métiers étant accessibles par concours).

POURSUITE D'ÉTUDES

- > Master 1 Droit
- > Passerelles vers les formations de Science Politique, MOMA, Économie, IPAG (préparation aux concours de la Fonction Publique)...
- > Certains concours de catégorie A

ENSEIGNEMENTS

La structure de la Licence mention Droit est composée de 6 semestres au cours desquels l'étudiant va connaître une spécialisation progressive :

Licence 1

(semestre 1 et semestre 2)

Licence généraliste : introduction aux disciplines juridiques, méthodologie

LAS (Licence option accès Santé) : licence droit avec une mineur santé (UE santé commune), possibilité de poursuite d'études en MMOP

Parcours ELAN L1 : licence en 4 ans s'adressant aux étudiants qui risquent de rencontrer des difficultés dans les études supérieures et qui ont été identifiés comme tels par la commission d'examen des vœux de Parcoursup.

Licence 2

(semestre 3 et semestre 4)

Tronc commun et début de spécialisation (matières à options)

L2 parcours aménagé

LAS (Licence option accès santé) : possibilité de poursuite d'études en MMOP

Licence 3

Affiche clairement l'orientation de l'étudiant :

- Orientation puis Option Droit Privé
- Orientation puis Option Droit Public

LAS (Licence option accès santé) : possibilité de poursuite d'études en MMOP

COMPÉTENCES ACQUISES

- > Rassembler les pièces constitutives des dossiers juridiques
- > Préparer et rédiger les actes juridiques
- > Accomplir les formalités relatives aux procédures
- > Analyser les pratiques et leur conformité par rapport à la réglementation
- > Assurer une veille des textes et procédures
- > Analyser et utiliser les textes
- > Utiliser les termes juridiques
- > Détecter les problèmes juridiques propre à chaque situation
- > Maîtriser les techniques de communication et de recherche d'information
- > Utiliser les bases de données juridiques

DISPOSITIFS D'AIDE À LA RÉUSSITE

Tutorat (L1, L2 et L3), aide au projet professionnel et au choix de Master (L3), désignation d'un directeur des études.

Elan L1 : licence en droit étalée sur 4 ans proposée aux étudiants via Parcoursup. Elle se caractérise par le renforcement de l'expression écrite et orale, des connaissances sur le monde contemporain et de la méthodologie juridique. Les étudiants relevant de ce dispositif signent un contrat de réussite pédagogique.

LA LICENCE SCIENCE POLITIQUE

Certification de niveau II (Bac+3) 6 Semestres - 180 crédits (ECTS)

Conditions d'accès en Licence 1 : Baccalauréat ou titre équivalent

Accessible en formation continue - Tél : 04 34 43 21 21

DESCRIPTION GÉNÉRALE

La Licence en Science politique (L1, L2 et L3) propose aux étudiants une formation spécifique en science politique. Elle présente une structure complète de la L1 jusqu'à la L3.

Elle permet d'intégrer la première année de Master en Science Politique, de présenter certains concours de la fonction publique ou de postuler dans des métiers du conseil et de la communication, du journalisme, ou de l'évaluation des politiques publiques. Filière axée sur la compréhension du monde contemporain à travers l'acquisition de connaissances nécessaires à l'analyse de la politique entendue au sens large de gouvernement des sociétés, elle apporte en outre une connaissance des matières juridiques fondamentales (certains cours sont mutualisés avec la licence en droit), une bonne maîtrise de la recherche documentaire et de l'informatique ainsi que de l'utilisation des bases de données (sondages et enquêtes), la possibilité d'élaborer un projet personnel et professionnel ou d'effectuer un stage en milieu professionnel et un enseignement de langue vivante (anglais).

DÉBOUCHÉS

Le titulaire d'une Licence mention Science Politique peut exercer dans une entreprise (communication interne et externe), dans un cabinet de conseil, d'études et d'expertise (communication institutionnelle et politique, évaluation des politiques publiques), dans une administration d'État, un établissement public ou une collectivité territoriale. Il peut être collaborateur, assistant, rédacteur, cadre d'administration, certains de ces métiers étant accessibles par concours.

POURSUITE D'ÉTUDES

Master Science Politique, IPAG (Institut de Préparation à l'Administration Générale), Concours de la Fonction Publique, entrée dans un IEP, école de journalisme ou de communication...

ENSEIGNEMENTS

La structure de la Licence mention Science Politique est, dans le cadre du LMD, composée de 6 semestres consécutifs (deux semestres par année). La formation s'articule sur une logique de progression.

La L1 est consacrée à l'acquisition des fondamentaux de la discipline, combinés à des cours de droit, d'histoire, de sciences sociales et économiques. Dès la L2 puis en L3, les étudiants suivront des enseignements généraux et des enseignements correspondant à des dominantes ouvrant sur des domaines de spécialisation des Masters.

L'ensemble du parcours permettra aux étudiants d'acquérir une solide formation de base en science politique, mais aussi une bonne maîtrise linguistique de l'anglais, de la culture générale et des méthodes des sciences sociales.

COMPÉTENCES ACQUISES

- > Élaborer des rapports d'analyse
- > Procéder à l'évaluation des politiques publiques
- > Construire et réaliser des études ou des enquêtes
- > Rédiger des questionnaires
- > Produire et analyser des données qualitatives et quantitatives
- > Rédiger des articles de presse

- > Effectuer des recherches documentaires
- > Rédiger toute forme de document écrit (note, synthèse, compte-rendu...)
- > Utiliser des bases de données constituées à partir de sondages ou d'enquêtes quantitatives
- > Produire une analyse à partir de données qualitatives
- > Réaliser un reportage écrit ou enregistré
- > Maîtriser les techniques de communication et de recherche d'information

DISPOSITIFS D'AIDE À LA RÉUSSITE

Tutorat (L1, L2 et L3), aide à l'insertion universitaire et professionnelle (L1, L2, L3), accompagnement personnalisé dans l'élaboration du projet universitaire et professionnel.

LA BI LICENCE ÉCONOMIE - SCIENCE POLITIQUE

Certification de niveau II (Bac+3) 6 Semestres - 180 crédits (ECTS)
Conditions d'accès en Licence 1 : Baccalauréat ou titre équivalent

La bi-licence « Économie - Science Politique » est une nouvelle formation sélective (30 étudiants maximum) dispensée à l'Université de Montpellier à partir de septembre 2021. Résolument pluridisciplinaire, elle se propose de répondre aux exigences des nouveaux métiers porteurs, notamment dans les domaines de l'environnement, de l'énergie, de l'aide à la décision, des projets de développement ou encore de la gouvernance transnationale et de la régulation des sociétés complexes. Il s'agira de former des cadres qui, disposant de compétences dans les domaines de l'économie, de la science politique, et plus généralement des sciences sociales et des institutions nationales et internationales, pourront occuper des postes avec des responsabilités dans le secteur public et privé, en France ou à l'international.

Sur un plan pratique, les étudiants suivent les enseignements fondamentaux des deux licences d'Économie (dispensée sur le site de Richter) et de Science Politique (dispensée sur le site de la Faculté de droit et de science politique), l'Université de Montpellier étant à ce jour la seule à proposer ce type de cursus. La validation de la formation suppose le passage d'un grand oral bi-disciplinaire attestant des apports des deux disciplines pour l'analyse de la situation du monde contemporain. La double compétence recherchée doit permettre à la suite d'investir les meilleurs diplômes de masters de chaque discipline, ou des masters pluridisciplinaires co-habilités en science politique et en science économique pour préparer les étudiants aux métiers d'avenir.

PRÉ-REQUIS ET COMPÉTENCES ATTENDUES

Une formation en lycée avec un excellent niveau, notamment dans les domaines des sciences économiques et sociales, de la science politique, de l'histoire et des mathématiques. Une capacité de travail, d'écriture, de synthèse et d'expression orale permettant de suivre une formation exigeante tant par le nombre d'heures de formation dispensées que par le niveau requis.

FORMATIONS PROPOSÉES EN DROIT & SCIENCE POLITIQUE

LICENCES

- Licence en Droit
- Licence en Science politique
- Bi-Licence Économie et Science politique
- ELAN
- L.AS Droit accès santé

LICENCES PROFESSIONNELLES

- Licence professionnelle Activités juridiques : assistant juridique
- Licence professionnelle Métiers du notariat
- Licence professionnelle Qualité, Hygiène, Sécurité, Santé, Environnement

MASTERS

MENTION DROIT

Pratiques juridiques et judiciaires

MENTION DROIT BANCAIRE ET FINANCIER

MENTION DROIT CIVIL

Droit des personnes et de la famille

MENTION DROIT DE L'ÉCONOMIE

Consommation et concurrence
Droit privé de l'économie

MENTION DROIT DE L'ENTREPRISE

Droit du commerce international
Droit rural et des entreprises agricoles

MENTION DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Droit de l'alimentation et de l'agroécologie
Droit et gestion de l'environnement et du développement durable

MENTION DROIT DE L'IMMOBILIER

MENTION DROIT DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Droit de la propriété intellectuelle et du numérique

MENTION DROIT DE LA SANTE

Droit et gouvernance des établissements de santé (sanitaire, social et médicosocial)
Droit de la santé et des établissements de santé (Formation continue uniquement)

MENTION DROIT DES AFFAIRES

Droit de la distribution et des contrats d'affaires
DJCE
Innovation, droits et accords industriels

MENTION DROIT DES ASSURANCES

MENTION DROIT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

MENTION DROIT DES LIBERTES

Droit de la sanction et de l'exécution

MENTION DROIT DU PATRIMOINE

Droit et fiscalité du patrimoine

MENTION DROIT EUROPEEN

MENTION DROIT NOTARIAL

MENTION DROIT PENAL ET SCIENCES CRIMINELLES

Droit pénal et pratiques pénales

MENTION DROIT PRIVE

Droit privé général

MENTION DROIT PUBLIC

Droit et contentieux publics
Théorie et pratique du droit constitutionnel

MENTION DROIT PUBLIC DES AFFAIRES

Contrats publics et partenariats

MENTION DROIT SOCIAL

Droit et pratique des relations de travail
Droit du travail (M2, Formation continue uniquement)

MENTION FINANCES PUBLIQUES

Finances publiques et fiscalité

MENTION HISTOIRE DU DROIT ET DES INSTITUTIONS

MENTION JUSTICE, PROCES ET PROCEDURES

Droit des contentieux
Commissaire de justice

MENTION POLITIQUES COMPARÉES

Comparative politics and public policy

MENTION POLITIQUES PUBLIQUES

Opérateur en coopération internationale et développement

MENTION RISQUES ET ENVIRONNEMENT

Management de la performance QSE

Gestion des risques, sécurité et sûreté

Chef de projet QSE Aquaculture (formation continue uniquement)

MENTION SECURITE DEFENSE

Ingénierie des projets de sécurité internationaux – Gestion de projet (IPSI-GP)

Ingénierie des projets de sécurité internationaux – Recherche (IPSI-R)

MENTION SCIENCE POLITIQUE

Métiers des études et du conseil

Retrouvez le détail des licences et masters en Droit et Science Politique sur <https://droit.edu.umontpellier.fr>

AUTRES DIPLÔMES

Collège de Droit

Magistère de juriste conseil d'entreprise

Magistère droit public appliqué

DIPLÔMES D'UNIVERSITÉ

1er cycle (Bac et Bac +1)

- Collège de droit (1ère, 2ème et 3 année)
- Droit du sport et des établissements sportifs
- Droit et santé
- Sciences criminelles
- Criminalistique et sciences forensiques
- Religion et société démocratique
- Théorie et philosophie du droit
- Droit de la mode et de l'industrie du luxe
- Déontologies
- Legal Tech and Law innovations
- Legal Design
- Clinique juridique
- Communication et plaidoyer pour organisations de solidarité internationale

2ème cycle (Bac +2 et Bac +3)

- Anglais juridique intensif
- Certificat d'Études Judiciaires
- Cybercriminalité : Droit, Sécurité de l'Information et Investigation numérique légale
- Droit de la gestion du patrimoine
- Droit et pratique du contentieux administratif
- Magistère Droit public appliqué (1ère, 2ème et 3 année)
- Droit rural et des entreprises agricoles (DREA)
- Droit social des entreprises en difficulté
- Gestion des territoires et développement durable
- Magistère de Juriste Conseil d'Entreprise - DJCE (1ère, 2ème et 3 année)
- Propriétés industrielles de l'entreprise
- Recherche et Développement, valorisation et contrats
- Droit et pratique de la protection sociale
- Délégué à la protection des données : droit et management de la sécurité des données
- Legal Writing Skills
- Droits fondamentaux et droit des affaires
- Droit et pratique des contentieux du travail

3ème cycle (Bac +4 et Bac +5)

- Diplôme Supérieur de Notariat (étudiants en M2 Droit notarial)
- Droit de l'arbitrage

- Droit des obligations approfondi
- Droit social des entreprises à dimension internationale
- Diplôme de juriste conseil d'entreprise (DJCE)
- Communication et plaidoyer pour organisations de solidarité internationale
- Certificat d'études spécialisées en droit des sociétés*
- Certificat d'études spécialisées en droit économique, droit de la distribution*
- Certificat d'études spécialisées en droit fiscal*
- Certificat d'études spécialisées en contentieux interne et international de l'entreprise*
- Certificat d'études spécialisées en droit social*
- Certificat d'études spécialisées en propriété intellectuelle et nouvelles technologies*
- Droit, mer et littoral
- Droit et pratique de la franchise
- Achat public dans le secteur de la santé
- Formation à l'expertise judiciaire

* DU accessibles uniquement aux étudiants inscrits au DJCE ou titulaires d'un Master DJCE

PRÉPARATIONS AUX CONCOURS ET EXAMENS

- Préparation au concours d'Entrée à l'École Nationale de la Magistrature
- Préparation aux concours des métiers du Droit pénal
- Préparation à l'examen d'entrée des centres régionaux de formation professionnelle d'avocats

CLASSES PRÉPARATOIRES

- CPEG (Lycée Mermoz)
- Classe préparatoire intégrée au concours d'entrée à l'École des Officiers de la Gendarmerie Nationale

LICENCE EN SCIENCE POLITIQUE, QUELQUES THÈMES ABORDÉS

INTRODUCTION À LA SOCIOLOGIE POLITIQUE

L'objectif de ce cours magistral est de proposer aux étudiants une initiation à la science politique en leur permettant d'acquérir les connaissances (conceptuelles, théoriques, problématiques) de base de cette discipline. La science politique a pour vocation de comprendre la politique et son fonctionnement au sein des sociétés modernes. L'État, les régimes politiques, le vote, les sondages, les partis, l'engagement politique, les mouvements sociaux, les élites politiques... sont autant d'objets auxquels elle s'intéresse et pour lesquels elle offre de précieux outils d'analyse. Elle permet ainsi en quelque sorte de mieux comprendre la réalité politique du monde qui nous entoure. Dans cette perspective, le cours s'organise en deux semestres et autour de trois grandes parties qui portent successivement sur : 1) les cadres de l'activité politique ; 2) les acteurs de la vie politique ; 3) les pratiques politiques.

HISTOIRE DES SCIENCES SOCIALES

Ce cours aborde de manière chronologique les grandes étapes qui ont marqué l'histoire de la vie politique française, depuis la Révolution Française de 1789 jusqu'à la chute de la IVème République en 1958. Ce cours se compose de six grands chapitres qui permettent d'aborder successivement la décennie révolutionnaire, les empires napoléoniens, les restaurations, la IIème et la IIIème République, le régime de Vichy et la IVème République. L'objectif ici n'est pas de dérouler une histoire événementielle qui serait notamment portée par des « grands hommes » mais plutôt d'insister sur le temps long des transformations sociales, économiques et politiques.

COMMUNICATION POLITIQUE

La communication apparaît depuis toujours consubstantielle à toute activité de représentation politique. Elle est donc fondamentale pour comprendre la politique. Ce cours ambitionne de proposer une initiation à la sociologie de la communication politique. Il s'organise autour de six grandes parties : la première partie cherche à dénouer le sens de la notion de communication politique ; la deuxième revient sur les interactions complexes entre communication et politique ; la troisième propose une histoire illustrée de la communication politique, depuis l'âge de la pierre jusqu'à l'âge d'internet ; la quatrième explore les diverses formes de communication actuelle (politique, électorale, partisane) ; la cinquième interroge la notion d'opinion publique et l'industrie sondagière ; la sixième aborde les principaux paradigmes attenants à la question des médias.

PENSÉE POLITIQUE CONTEMPORAINE

Structuré autour du débat entre le libéralisme et ses critiques, ce cours nous permet d'apprécier la diversité de l'offre contemporaine en matière de philosophie politique. Parmi les sujets traités :

- Les origines du libéralisme contemporain
- Le débat à l'intérieur de la pensée libérale autour de l'égalité et des droits
- La fracture entre libéralisme et « néo-libéralisme »
- La persistance et l'évolution des critiques marxistes et néo-marxistes
- La montée en puissance de la pensée communautarienne et son application aux sociétés multiculturelles.

POLITIQUE COMPARÉE, LES DICTATURES

Après un 20ème siècle dominé par divers régimes non démocratiques qualifiés de totalitaires et autoritaires. Le 21ème siècle était censé être « l'âge de la démocratie ». Or bien des soi-disant « nouvelles démocraties » s'avèrent être des dictatures démocratiquement déguisées. Le cours sera composé, dans une perspective comparative, de repères historiques et théoriques de lecture nécessaires à une mise en perspective des diverses formes de dictatures modernes afin de souligner le rôle toujours majeur joué par les régimes non-démocratiques dans les affaires mondiales.

HISTOIRE DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Au travers d'une perspective historique et sociologique, le cours vise à donner les clefs de compréhension du phénomène d'intégration européenne. Après avoir analysé le processus de création de l'UE et les débats théoriques qui l'accompagnent, on s'intéressera aux différents aspects de la construction européenne pour comprendre la nature de son modèle démocratique, interroger son rapport aux Etats-Nations et questionner sa capacité à s'imposer comme une nouvelle matrice de normes, de croyances, d'identifications et de pratiques politiques.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS DU DROIT



OFFICIERS DE JUSTICE

- > Avocat
- > Avoué auprès des cours d'appel
- > Huissier de justice
- > Notaire
- > Commissaire-priseur judiciaire

JUSTICE

- > Magistrat de l'ordre judiciaire
- > Magistrat de l'ordre administratif
- > Fonctionnaire des greffes
- > Administration pénitentiaire
- > Protection judiciaire de la jeunesse

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

- > Professeur
- > Maître de conférences
- > Chercheur organisme public

ADMINISTRATION D'ÉTAT

- > Cadres administratifs tous ministères
- > ENA /IRA
- > Police : Commissaire de police, Lieutenant de police
- > Concurrence - Consommation - Fraudes
- > Inspecteur et contrôleur de la DGCCRF
- > Douanes
- > Inspecteur et contrôleur Impôts
- > Inspecteur et contrôleur du Travail
- > Santé - Affaires sanitaires et sociales : directeur d'hôpital public, cadres d'organismes de Sécurité Sociale (concours d'entrée EN3S)

FONCTION PUBLIQUE EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE, ADMINISTRATION TERRITORIALE

- > Rédacteur et Attaché territorial...

AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE - MÉTIERS DE LA SPHÈRE PUBLIQUE

- > Attaché parlementaire
- > Collaborateur de cabinet en collectivité territoriale
- > Communication publique et politique
- > Lobbying

DIPLOMATIE

- > Concours ENA/IRA
- > Ministère des Affaires Étrangères
- > Conseiller, secrétaire des Affaires Etrangères



ASSURANCE

- > Juriste d'assurance
- > Rédacteur, agent, courtier, conseiller en assurance

ENTREPRISES

- > Juriste d'entreprise : Droit des contrats/des sociétés, Droit fiscal,
- > Droit social, Droit international des affaires...
- > Fiscaliste
- > Rédacteur juridique
- > Administration générale
- > Expert-comptable
- > Commissaire aux comptes

JOURNALISME ET COMMUNICATION

- > Chargé de communication
- > Gestion de projets culturels
- > Commissaire-priseur

BANQUE ET FINANCE

- > Juriste service contentieux
- > Gestion bancaire et financière

IMMOBILIER

- > Agent immobilier
- > Administrateur de biens
- > Gestion de syndicats de copropriétés
- > Expertise immobilière
- > Promoteur immobilier

AUDIOVISUEL

- > Juriste spécialisé dans les droits d'auteur, droit de l'immatériel
- > NTIC...

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS DE LA SCIENCE POLITIQUE



ADMINISTRATION D'ÉTAT

- > Cadres administratifs tous ministères
- > ENA /IRA

ADMINISTRATION TERRITORIALE

- > Rédacteur, attaché territorial
- > Collaborateur de cabinet en collectivité territoriale

MÉTIERS DE LA SPHÈRE PUBLIQUE

- > Attaché parlementaire
- > Communication publique et politique
- > Lobbying

COOPÉRATION INTERNATIONALE

- > Chargé de mission/communication dans une ONG
- > Secteur associatif
- > Lobbying

MÉTIERS DU JOURNALISME

- > Journaliste
- > Attaché de presse

MÉTIERS DU CONSEIL

- > Chargé d'études
- > Consultant en évaluation des politiques publiques
- > Consultant en communication

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

- > Professeur
- > Maître de conférences
- > Chercheur organisme public



SCUIO-IP

SERVICE COMMUN UNIVERSITAIRE D'INFORMATION,
D'ORIENTATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE

.....

Site Centre-ville

Droit & Science Politique - Économie - Institut Montpellier Management - IPAG
Médecine - Odontologie - Pharmacie - Maïeutique - STAPS

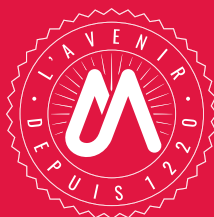
5 boulevard Henri IV
CS 19044
34967 Montpellier Cedex 2
Tel. 04 34 43 32 33

.....

Site Nord - Triolet

Faculté des Sciences - Faculté d'Éducation - IAE - Polytech -
Instituts Universitaires de Technologies (IUT) : Montpellier-Sète, Béziers, Nîmes

Place Eugène Bataillon
Bât. 8 RDC de la BU
34095 Montpellier Cedex 5
Tel. 04 67 14 30 61



UFR DROIT ET SCIENCE POLITIQUE

39 rue de l'Université
34060 Montpellier cedex 2
Tel. 04 67 61 54 00

WWW.UMONTPELLIER.FR